



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Distillerie DOUENCE

route de la distillerie
33670 Saint-Genès-De-Lombaud

Références : 26-0268
Code AIOT : 0005201173

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement Distillerie DOUENCE implanté route de la distillerie 33670 Saint-Genès-de-Lombaud. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection, objet du présent rapport, fait suite au départ de feu qui a eu lieu sur la toiture du séchoir samedi 21 mars vers 20h (voir détail de l'événement dans le contenu du rapport). L'objectif était de constater les conséquences de l'incident, comprendre l'événement et s'assurer de la poursuite d'activité en toute sécurité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Distillerie DOUENCE
- route de la distillerie 33670 Saint-Genès-de-Lombaud
- Code AIOT : 0005201173
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société Distillerie DOUENCE est implantée à Saint-Genès-de-Lombaud où elle exploite une unité de production d'alcool par distillation de marcs, lies et vins, et de valorisation de ces produits secondaires du vignoble.

Le site emploie 37 personnes.

L'exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral du 23 juin 1975. Les installations de production par distillation et de stockage d'alcool de bouche sont désormais réglementées par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 28 janvier 2020 et du 4 mars 2022 (suite au remplacement du foyer de combustion lié à l'installation de séchage des marcs de raisin).

Les installations actuelles relèvent notamment :

- du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2170 (fabrication des engrais et supports de culture) et 4130 (stockage d'acide nitrique) ;
- de l'enregistrement pour la rubrique 2250 (distillation) ;
- et de la déclaration pour d'autres rubriques (dont le stockage d'alcools ou les installations de combustion).

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incendie du 21 mars 2026	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 2.5.1 & 7.6.4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'incident déclaré du samedi 21 mars s'est limité à la toiture du bâtiment du séchoir, sans impacter les installations (séchoir, électrofiltre notamment), sans incidences environnementales et sans victimes.

Le jour de l'inspection, seul le séchoir était à l'arrêt. Les marcs de raisin en sortie de la bande de diffusion sont stockés temporairement dans l'attente de la remise en service du séchoir.

Les moyens de défense incendie du site n'ont pas été impactés, permettant la reprise de l'activité dès le lundi.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 2.5.1 & 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et Rapport
Prescription contrôlée : Article 2.5.1 - Déclaration et rapport L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Article 7.6.4 - Consignes d'exploitation [...] Les consignes indiquent notamment: [...] - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.5.1, - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc., - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <i>Rappelé par l'Arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 janvier 2011 applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</i>
Constats : Samedi 21 mars 2026, vers 20h, un échauffement anormal du ventilateur de la cheminée a été constaté, amenant le déclenchement de l'arrêt d'urgence de l'installation. L'installation était en phase d'arrêt au moment de la détection de l'événement. Après la mise en sécurité du site, un départ de feu a été constaté sur la toiture du bâtiment abritant le séchoir, environ 30 min après de début de l'événement, au niveau du conduit entre l'électrofiltre et le ventilateur passant en toiture. L'incendie a rapidement été éteint par l'intervention des pompiers vers 21 h, après arrosage à la lance puis directement en toiture via une nacelle. L'incendie a été déclaré terminé vers 1h30 après surveillance. Aucune victime, aucun blessé n'est à dénombrer. Aucun produit chimique, aucune atmosphère explosive, aucune utilité (gaz, électricité) n'étaient concernés par l'événement. Aucune installation industrielle n'a subi de dégradation.

Il a été constaté que l'établissement n'était pas en défaut de moyens de défense contre l'incendie.

Pour l'extinction, les pompiers se sont connectés au poteau incendie situé en face de l'entrée du site, sur le bord de la route D121E6.

Les eaux d'extinction ont été retenues dans la fosse du séchoir qui contenait des poussières et pépins de raisin. Il a été constaté la présence de ces eaux mêlées aux poussières sur environ 25 cm dans la fosse. Ces dernières sont à évacuer. **Le bordereau de suivi de déchets sera à transmettre à l'inspection des installations classées.**

Après une première analyse de l'événement, l'exploitant a indiqué qu'aucune anomalie au niveau du séchoir n'a été relevée par le poste de pilotage de l'installation (courbe de température normale).

Le défaut signalé était au niveau du ventilateur d'extraction. Ce dernier se situe en aval de l'électrofiltre par voie humide traitant les fumées sortant du séchoir.

L'exploitant a noté qu'au moment de l'événement, la réserve d'eau alimentant l'électrofiltre était vide. Un défaut de la sonde de niveau bas présente dans cette réserve a été identifié. L'exploitant a indiqué que cette sonde sert au pilotage de l'électrofiltre, mais que l'information n'est pas reportée au niveau du poste de pilotage de l'installation. Les investigations sont à poursuivre pour tenter d'identifier la source exacte de l'événement et sa cinétique. Le constructeur de l'électrofiltre doit notamment être interrogé.

Le jour de l'inspection, le site était en activité ; seul le séchoir était à l'arrêt. En sortie de la bande de diffusion, les marcs de raisin sont stockés temporairement dans l'attente de la remise en service du séchoir (compter environ 1/3 des 150 tonnes de marcs traitées par jour). L'exploitant dispose de la place nécessaire pour ces stockages, ce dernier recevant déjà par ailleurs les marcs issus d'autres distilleries en vue de leur séchage.

Les moyens de défense incendie du site n'ayant pas été impactés et l'incident étant limité au bâtiment du séchoir, lui-même isolé du reste des installations, la poursuite de l'activité n'appelle pas de remarque particulière.

Concernant la remise en marche du séchoir, l'exploitant a annoncé que le fonctionnement des installations reste à tester. Le fonctionnement du ventilateur d'extraction a pu être validé le matin de l'inspection.

L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la remise en marche du séchoir et des contrôles associés (sondes de détection notamment).

L'exploitant a télédéclaré l'événement le 22 mars à 12h. **Un rapport d'incident est à transmettre à l'inspection des installations classées d'ici fin avril.**

Une notice explicative est disponible à l'adresse suivante : https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/wp-content/uploads/2025/10/Notice_explicative_rapport_d_analyse_d_accident.pdf

En termes d'organisation, le site n'est pas soumis à l'obligation de disposer d'un plan de défense

incendie par son arrêté préfectoral. Bien que les personnes présentes sur le site disposent des formations nécessaires afin de gérer les risques liés aux installations, il a été relevé que l'établissement ne dispose pas de procédure d'organisation formalisée en cas d'accident/incident.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant établit <i>a minima</i> la procédure d'alerte réglementairement requise, complétée par toute information utile aidant à la gestion d'un accident/incident.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois